

Secrétariat
SGB/37/Rev.1
15 août 1946

BULLETIN N°37 DU SECRETAIRE GENERAL, REVISION I.

Aux membres du personnel des Nations Unies

Objet: REGIME DES ENGAGEMENTS DE PERSONNEL

APRES LE 15 AOUT 1946

1. Le présent Bulletin remplace le Bulletin N°37 du Secrétaire général du 18 juillet 1946. Les engagements temporaires dont la plupart des fonctionnaires du Secrétariat ont fait l'objet expirent le 15 août 1946 et le but de la présente révision est d'exposer plus complètement les conditions exactes des différentes catégories d'engagements qui seront faits à l'avenir.
2. Il y aura deux principales catégories d'engagements:
 - (a) Engagements de durée indéterminée, avec période de stage, et soumis à révision tous les cinq ans, d'après les rapports des supérieurs hiérarchiques des membres du personnel. Ces engagements sont considérés comme des engagements permanents.
 - (b) Engagements temporaires de deux types différents:
 - (i) Engagements à court terme pour des périodes n'excédant pas deux années, selon les circonstances.
 - (ii) Engagements à court terme ne comportant pas de date d'expiration, mais susceptibles d'être résiliés avec préavis de trente jours.
3. Engagements de durée indéterminée.

Le Comité de sélection du personnel, institué en vertu du Bulletin du Secrétaire général N°24, a tenu un certain nombre de séances sous la présidence du Dr. Ivan Kerno, Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique. Un accord est intervenu sur les principes généraux que suivra le Comité. Les propositions faites par un certain nombre de départements pour des engagements de durée indéterminée ont été examinées et des recommandations ont été présentées au Secrétaire général. Ce Comité poursuivra l'examen des cas qui lui seront présentés, dans le but de soumettre au Secrétaire général le plus grand nombre possible de recommandations pour des engagements de durée indéterminée. Après le 15 août, le Comité poursuivra l'examen des nouvelles candidatures recommandées pour des engagements de durée indéterminée.

Le Secrétaire général peut mettre fin aux engagements de durée indéterminée si les nécessités du service exigent la suppression du poste ou une réduction de personnel, ou si les services de l'intéressé(e) ne donnent pas satisfaction. Au cas où un engagement de durée indéterminée devrait être résilié, pour l'une quelconque des raisons mentionnées ci-dessus, après achèvement de la période de stage, le membre du personnel recevra un préavis d'au moins trois mois (avec traitement) et, en outre, une indemnité qui ne sera pas inférieure à trois mois de traitement. Le montant de cette indemnité pourra être augmenté, d'après la durée des services, jusqu'à concurrence d'un maximum de neuf mois de traitement. Ces dispositions relatives au délai de préavis et à l'indemnité ne s'appliqueront pas aux stagiaires, ni aux personnes révoquées pour faute grave. Les dispositions afférentes à la résiliation des engagements des membres du personnel en cours de stage figurent au paragraphe 4(b). Aucune indemnité ne sera versée si l'intéressé(e) démissionne volontairement (à moins que le préavis de résiliation n'ait déjà été donné par les Nations Unies et qu'une date n'ait été fixée, d'un commun accord, pour la cessation des fonctions).

4. Engagements temporaires.

(a) Engagements à court terme expirant à une date fixée.

Il importe, tant dans l'intérêt du personnel que pour la continuité de la politique suivie et des activités du Secrétariat, que la stabilité de l'emploi soit garantie aussi bien que possible. Les Nations Unies, d'autre part, sont dans l'obligation de recruter leur personnel sur la base de concours et d'assurer une répartition géographique aussi large que possible, dans la mesure compatible avec le niveau le plus élevé de capacité, de compétence et d'intégrité. On travaille à organiser un recrutement mondial, mais cela demandera du temps et, afin d'assurer la continuité nécessaire et de donner au personnel quelque idée de la durée de service sur laquelle il peut compter, des nominations à court terme seront faites pour des périodes maxima de 6, 12, 18 ou 24 mois, suivant les circonstances particulières à chaque cas. Ces engagements seront renouvelables si les circonstances le justifient, et la candidature des fonctionnaires nommés dans ces conditions pourra, en tout temps, être prise en considération pour un engagement de durée indéterminée.

Toutefois, ces engagements à court terme pourront être résiliés si les nécessités du service exigent la suppression d'un poste ou une réduction de personnel, ou si les services du fonctionnaire ne donnent pas satisfaction. Au cas où l'engagement à court terme serait résilié pour l'une quelconque des raisons indiquées ci-dessus, le fonctionnaire recevra un préavis de 30 jours (avec traitement) et,

en outre, une indemnité de cinq jours de traitement pour chaque mois restant à courir sur la durée de l'engagement. Si le fonctionnaire a six mois de service accomplis ou davantage, et si la fraction non courue de l'engagement est inférieure à six mois, le total de l'indemnité versée sera d'au moins trente jours de traitement; quelle que soit la date de résiliation. Aucune indemnité ne sera versée si:

- (i) la durée de l'engagement est expirée à la date de la résiliation,
 - (ii) si l'intéressé(e) démissionne volontairement (à moins que le préavis de résiliation ne lui ait déjà été donné par les Nations Unies et que la date de cessation des fonctions ait été fixée d'un commun accord), et
 - (iii) si le fonctionnaire est révoqué pour faute grave.
- (b) Engagements à court terme ne comportant pas de date d'expiration.

Des engagements à court terme seront faits pour une période indéterminée, sur une base mensuelle. Ces engagements pourront être résiliés à tout moment, sous réserve d'un préavis écrit de 30 jours (avec traitement). En outre, le fonctionnaire recevra une indemnité de cessation de fonctions se montant à cinq jours de traitement pour chaque mois de service, sans que cette indemnité puisse excéder, au total, 30 jours de traitement. Le fonctionnaire ne recevra pas cette indemnité de cessation de fonction s'il démissionne (sauf lorsque le préavis de résiliation aura déjà été donné par le Bureau du Personnel et que la date de cessation des fonctions aura été fixée d'un commun accord) ou s'il est révoqué pour faute grave. Ces dispositions relatives au préavis et à l'indemnité de cessation de fonctions s'appliqueront également aux fonctionnaires dont l'engagement sera résilié au cours de la période de stage.

5. Engagements venant à expiration le 15 août 1946.

Quant aux fonctionnaires dont l'engagement actuel expiré le 15 août 1946 et qui n'ont reçu ni nouvel engagement - une offre d'engagement de durée indéterminée par exemple - ni, d'autre part, un

préavis de résiliation, leur engagement actuel se poursuivra au delà du 15 août à titre d'engagement temporaire, aux conditions en cours, sous cette réserve que l'indemnité et le versement pour cause de cessation de fonctions se limiteront à ceux qui sont indiqués aux paragraphes 4(a) et (b) ci-dessus.

Les nouveaux engagements se feront d'après le régime indiqué dans le présent texte, c'est-à-dire sous forme d'engagements de durée indéterminée et d'engagements temporaires de l'un ou de l'autre type, suivant les circonstances.

Par Ordre du Secrétaire général,

Le Secrétaire général adjoint
chargé des Services administratifs
et financiers:

J.B. HUTSON